



## **Soutien aux salariés de Thalès AS et Airbus DS : stop aux licenciements pour les profits des actionnaires !**

**Le collectif des syndicats CGT des sociétés d'études de la Haute-Garonne** apporte tout son soutien aux salariés de Thales Alenia Space (TAS) et d'Airbus Defense and Space (ADS) qui sont confrontés à des plans massifs de suppressions de postes. Sous couvert de plans de restructuration, ce sont 1200 emplois qui sont menacés chez TAS (sur 4500 en France), dont près de 700 à Toulouse, soit près d'un salarié sur 4 ! Côté ADS, 2500 emplois sont concernés sur les 35000 salariés que compte le groupe (dont 5000 à Toulouse). En tout, ce sont 3700 emplois qui sont menacés, soit 10% des effectifs du spatial en France.

Ces plans sont présentés par les directions comme des fatalités, imposées par une situation conjoncturelle de crise du marché des satellites géostationnaires, un défaut de compétitivité face aux innovations technologiques des concurrents (notamment l'américain Space X) ou encore une sous-estimation de certains coûts de production. Ces restructurations, sur fond de rumeurs persistantes de rapprochement entre TAS et ADS, se feraient ainsi dans l'intérêt de tous, actionnaires et travailleurs, pour garantir l'avenir du plus grand nombre au détriment d'une partie des salariés.

Pourtant, contrairement aux discours alarmistes des directions d'ADS et TAS sur leurs difficultés financières, les résultats 2023 dévoilent une autre réalité. Rien qu'en 2023, TAS a réalisé 18 milliards de chiffre d'affaires dont 2 milliards de bénéfices. De plus, en 2023 le groupe affirmait avoir réalisé des « performances remarquables » avec un versement de dividendes en hausse de 16%. C'est plus de 40 % des bénéfices qui ont ainsi été versés en dividendes, soit plus de 700 millions € ! Côté ADS, le carnet de commandes est plein et a connu une croissance de +15% en 2023. Les objectifs de prises de commandes pour 2024 ont quant à eux déjà été dépassés. En 2023, Airbus versait 55% de dividendes en plus qu'en 2022, soit un total de plus de 2,2 milliards d'euros.

Ces plans n'ont donc qu'un seul but : maximiser les profits et instiller la peur parmi les salariés par la mise en concurrence et le chantage à l'emploi.

Cette situation n'est pas isolée mais s'ancre dans une année record en termes de plans de licenciement comme c'est le cas actuellement à Michelin, Stellantis ou encore Auchan. Depuis septembre 2023, près de 200 plans ont été recensés menaçant ainsi jusqu'à 90'000 emplois. Pourtant, les aides aux entreprises et les dividendes versés aux actionnaires n'ont jamais été aussi importants !

Face à cette offensive du patronat, il est plus que jamais nécessaire d'organiser la solidarité et de s'opposer à tous les licenciements. Les travailleurs de Michelin, en grève contre les fermetures des usines de Cholet et de Vannes, incarnent le rapport de forces indispensable à construire pour défendre nos emplois et nos droits. Dans un contexte où le gouvernement Barnier annonce un plan d'austérité historique qui pèsera lourdement sur les travailleurs, nous devons exiger la transparence des comptes des grandes entreprises afin de connaître leur véritable situation financière et comprendre l'usage qui est fait des aides publiques.

Le collectif des syndicats CGT des sociétés d'études de la Haute-Garonne réaffirme son soutien aux salariés de TAS et d'ADS et appelle à la solidarité de l'ensemble des travailleurs du secteur face à ces plans de licenciements injustes. Ensemble, refusons que nos vies soient sacrifiées pour les profits et les intérêts des actionnaires.